

désobés



(& des claques)

Le magazine d'Oxfam-Magasins du monde

**L'ESCLAVAGE
DES ENFANTS**
c'est dégoûtant!

sale

BEURK

NON

CHOCOLAT

enfants
Afrique

100.000
mille OUI!

dégoûtant
stop

Choco

JAMAIS

Brbrbrbrbr...

% CACA

PAS BIEN

CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN
Les partenaires d'Oxfam
agissent et s'engagent



MONS ÉQUITABLE
Changer sa commune
pour changer le monde



POSTER
DÉTACHABLE

DOSSIER

**TRAVAIL DES ENFANTS
ENTRE ESCLAVAGE ET NÉCESSITÉ**



NEWS

p.3

DOSSIER: Travail des enfants. Entre esclavage et nécessité

p.4

DU CÔTÉ DE CHEZ VOUS: Mons Équitable

p.8

POSTER: La filière du cacao, une question de goût

p.9

C'EST POSSIBLE!: Damien, globe-traiteur durable

p.13

REGARDS CROISÉS: Conflit israélo-palestinien, les partenaires d'Oxfam agissent et s'engagent

p.14

NOS PRODUITS: Pueblos del Sur. Aux côtés des artisans chiliens

p.16

ZOOM: L'huile de Palme

p.18

DÉCALÉ

p.19

EDITO

A quoi rêvent les enfants ?

Si vous demandez à un enfant belge à quoi il rêve, il y a de grandes chances qu'il vous réponde quelque chose comme « à une playstation, à un vélo 18 vitesses, à un lecteur MP3 ou à des vacances géniales en famille ». Si vous posez la même question à un enfant indien, ivoirien ou colombien, vous aurez probablement plus souvent des réponses comme « à un vrai travail bien payé, pour pouvoir aider ma famille, à apprendre à lire et à écrire, à du temps pour pouvoir jouer, ... ».

Ces images d'enfants esclaves, traités comme du bétail et dont la détresse transpire de partout, sont insupportables. Elles nous poussent à réagir, comme dans notre campagne actuelle qui dénonce l'utilisation d'enfants esclaves dans la filière chocolat (voir à ce sujet le poster central de ce numéro).

Mais comme vous pourrez le découvrir dans notre dossier, la question du travail des enfants ne peut se résumer en un slogan facile, du genre « plus jamais ça ». Les facettes de ce phénomène sont multiples, et certaines ne sont pas condamnables. D'ailleurs, même si on voulait éradiquer complètement le travail des enfants, la promulgation de lois plus sévères ne suffirait pas à conduire, comme par un coup de baguette magique, plus d'enfants sur les bancs de l'école. La preuve ? Il suffit de balayer devant la porte de l'Europe et de constater que, malgré les lois en vigueur, des enfants continuent à travailler, souvent dans des conditions très précaires. Sans parler de ces enfants clandestins, arrivés en Europe en ayant côtoyé la mort ou la violence, en errance et prêts à tout pour travailler...

Le vrai défi, c'est l'éradication de la pauvreté. Les parents arrêteront d'obliger les enfants à travailler lorsqu'eux-mêmes pourront bénéficier de revenus décents. Ils les enverront à l'école lorsque celle-ci sera gratuite et proche de leur lieu de vie. Il faudra aussi, bien entendu, combattre davantage les trafiquants, tous ceux qui exploitent les enfants de manière scandaleuse. Et veiller à respecter les différences culturelles, lorsque celles-ci ne nuisent pas à l'intérêt supérieur de l'enfant.

Enfin, pour que notre chocolat n'ait pas un goût amer, on peut aussi recourir au commerce équitable, qui garantit qu'il n'a pas été fabriqué dans des conditions contraires à la dignité des enfants.

Roland d'Hoop

1. Selon l'ONU, les enfants des zones rurales ont deux fois plus de chances de ne pas être scolarisés que ceux qui vivent dans des zones urbaines. Les filles des 20 % de ménages les plus pauvres risquent 3,5 fois plus de ne pas être scolarisées que les filles des ménages les plus riches et 4,5 fois que les garçons des ménages les plus riches. Voir http://www.un.org/fr/millenniumgoals/pdf/report2010_goal2.pdf

REDACTION

Magazine d'Oxfam-Magasins du monde
N°3, Automne 2010 | Paraît 3 fois par an.

Comité de Rédaction:
Rédacteur en chef : Roland d'Hoop
Conseiller à la rédaction : Saad Kettani
Ont contribué à ce numéro : Olivier Bailly, Corentin Dayez, Géraldine Dohet, François Graas, Romain Gelin, Valérie Vanderveken.
redaction@mdmoxfam.be | www.omdm.be/declics

Mise en page et conception: [celluleverte.be](http://www.celluleverte.be)

Illustrations: Coiffeurs pour Dames
Pour l'occasion, au salon: Philippe Burt,
Philippe De Kemmeter, Jurg, Thomas Mathieu,
AK, Totodemoncourt et Olivier Van Vaerenbergh.
www.coiffeurspourdames.com

Vous voulez recevoir le magazine par mail?
Inscrivez-vous à notre newsletter sur
<http://www.omdm.be/inscription.html>

Imprimé sur papier recyclé non blanchi.

Éditeur responsable: Marc Dascotte, Directeur Général,
Oxfam-Magasins du monde, 285 rue Provinciale,
1301 Wavre

Ce magazine est réalisé avec le soutien de la Direction
Générale de la Coopération au Développement

LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT **.be** www.omdm.be

Colombie

Oxfam en ligne de mire !

Selon plusieurs médias belges, les services de renseignement colombiens (DAS) ont espionné des ONG belges et européennes, parmi lesquelles Oxfam-Solidarité. Pourquoi ? Parce que ces ONG soutiennent des organisations de défense des droits économiques et sociaux en Colombie. Rien d'illégal bien-sûr. Mais déjà trop pour un régime qui a une fâcheuse tendance à menacer et persécuter les défenseurs des droits humains... Oxfam demande une enquête ainsi que la non ratification de l'accord de libre échange de l'UE avec la Colombie. Du moins jusqu'à ce que les clauses liées au respect des droits humains soient respectées.

VÊTEMENTS

ENFIN DES ÉTIQUETTES CREDIBLES

Saviez-vous qu'en Europe, l'étiquetage «made in» des vêtements est totalement volontaire et peu réglementé ? Le Parlement européen propose de rendre cet étiquetage obligatoire dans toute l'Union. Objectif : nous aider à faire des choix éclairés sur base d'informations standardisées et fiables. Outre l'origine des vêtements, d'autres idées ont été évoquées, dont celle d'un étiquetage social. Nous pourrions ainsi connaître les conditions de travail qui ont prévalu à la production du vêtement... Une excellente initiative pour renforcer la défense des travailleurs au Nord comme au Sud ! Plus d'infos sur: www.omdm.be/declics

TIPS Lire aussi la brochure « Les étiquettes sans prise de tête » publiée par Ecoconso. Un outil génial pour décrypter les étiquettes des fruits et légumes, des produits d'alimentation, des cosmétiques, des appareils électriques et électroniques ou des peintures.
Plus d'infos sur <http://www.ecoconso.be/>

iPad: Les salaires chinois décollent!

Roi du marketing, Steve Jobs réalise un (presque) sans faute avec son nouvel iPad. Partout dans le monde, on se l'arrache! Mais voilà, côté production, il faut suivre. Et, chez Foxconn, le sous-traitant chinois d'Apple, la vie est loin d'être toujours rose. La pression sur les travailleurs est énorme et pousse même certains au suicide. Résultat : pour préserver l'image d'Apple l'entreprise vient d'annoncer une hausse salariale de près de 70%. Dans ce pays où la liberté syndicale est inexistante, l'affaire fait boule de neige. Les grèves se multiplient chez les sous-traitants de multinationales comme Honda, Hyundai ou Merry Electronics. De là, toutes les spéculations sur l'avenir sont possibles!

Pour d'info sur le marché de l'électronique :
www.omdm.be/declics

Pour soutenir les travailleurs chinois :
www.peuples-solidaires.org



COUPE DU MONDE

UN BALLON QUI NE ROULE PAS POUR TOUT LE MONDE!

La dernière coupe du monde de football a été animée par de nombreux débats sur fond de vuvuzelas. Au cœur de ces discussions, le «Jabulani»-ballon choisi pour le tournoi-a fait couler beaucoup d'encre. Notamment à cause de ses trajectoires flottantes qui ont fait le cauchemar des gardiens de but. En marge de cette polémique sportive, celle qui concerne sa fabrication dans les ateliers asiatiques est autrement plus accablante: travail des enfants, discriminations, heures supplémentaires excessives, etc. C'est ce que montre le récent rapport de l'International Labor Rights Forum (ILRF), consultable à partir du site www.vetementspropres.be.



HAÏTI

Monsanto, non merci !

Dans le cadre de Project Winner, une initiative de l'Usaid (l'agence publique américaine d'aide au développement), Monsanto a fait don de 475 tonnes de maïs aux paysans haïtiens. Un cadeau empoisonné ? C'est ce que pensent nombre d'entre eux, qui craignent que les semences reçues ne soient une menace pour les variétés locales. Les semences offertes nécessitent en effet l'épandage de pesticides... produits bien évidemment par Monsanto. Et certaines variétés ne peuvent être replantées, contraignant les agriculteurs à renouveler leurs achats chaque année.



Photo ballon: www.machainesport.fr/le-blog/2010/06/



Travail des enfants

Entre esclavage et nécessité

En Belgique, le chocolat n'a rien d'anodin : c'est la friandise préférée des petits comme des grands. Peu de Belges savent pourtant que près de 70% du chocolat mondial provient des mini-plantations africaines. Et que la culture de la fève de cacao pose de graves problèmes en matière de droit des enfants.

Pour beaucoup d'agriculteurs africains, les fèves de cacao représentent bien souvent une source unique de revenu. Préoccupant ! D'autant que le travail dans ces plantations s'avère pénible et mal payé. Dès lors, le recours à la main d'œuvre bon marché que représentent les enfants s'impose bien souvent comme l'unique solution pour assurer la survie de la famille.

Face à cette situation, Oxfam-Magasins du monde s'exprime sans équivoque : « *Lesclavage des enfants, c'est dégoûtant !* ». Dans ces plantations, des enfants sont en effet fréquemment sujets aux pires formes d'exploitations, certaines s'apparentant même à de l'esclavage. Dans les réseaux de commerce équitable, ces formes de travail sont non seulement interdites mais font également l'objet d'un combat sans répit.

Peut-on dès lors conclure que le commerce équitable est contre le travail des enfants ? La question est plus complexe qu'elle n'y paraît. Elle nous oblige en tout cas à nous positionner de manière ferme, mais nuancée, face aux différentes formes de travail qui touchent les enfants.

CONTRE LE TRAVAIL DES ENFANTS ?

Etre contre le travail des enfants ? Quoi de plus légitime ! A une période de la vie où l'accent devrait être mis sur le loisir et l'apprentissage, la formation, comment admettre que des enfants soient obligés de travailler ?

D'entrée de jeu, nous avons tendance à associer le travail des enfants à de l'exploitation sommaire. Sur le terrain, tous ne partagent pas nécessairement la même perception du phénomène...

AMPLEUR DU PHENOMENE¹

Selon les statistiques les plus récentes du Bureau International du Travail², la main d'œuvre enfantine est une composante persistante de la population économiquement active au niveau planétaire. Depuis la fin des années 90, le nombre d'enfants « travailleurs » de moins de 14 ans oscille entre 176 et 211 millions. A ce chiffre s'ajoute une centaine de millions d'enfants de 15 à 17 ans. En d'autres mots, plus d'un enfant sur sept dans le monde travaille ! Leur contribution peut parfois atteindre jusqu'à 20 à 25% du revenu familial. Un phénomène qui n'épargne aucun continent.

1. Propos directement repris de Manier/2010 et Leroy/2009.

2. Accélérer l'action contre le travail des enfants, BIT, Genève, 8 mai 2010

Mais que font ces enfants au travail ?

Les formes de travail des enfants sont nombreuses et variées. D'après les statistiques officielles, 173 millions, soit 70% d'entre eux, travaillent dans l'agriculture, essentiellement familiale (cacao, thé, sucre, tabac, coton, café, etc.).

Mais les villes ne sont évidemment pas en reste. La précarité des campagnes conduit de plus en plus les familles vers les centres urbains où les mécanismes de survie s'imposent d'eux-mêmes. Les enfants n'échappent pas à cette dynamique et doivent se débrouiller. Ils offrent leur main d'œuvre dans les secteurs miniers (or, sel, charbon, diamants, etc.) et manufacturiers (textiles, petite mécanique, verreries, briqueteries, montage, etc.). D'autres investissent les espaces d'économie informelle ou prennent place dans la rue (snack-bar au coin des rues, cirage de chaussures, tri des déchets, etc.).

L'une des formes de travail informel la plus répandue est celle du travail domestique qui est également très peu visible et contrôlable (cuisine, nettoyage, etc.).

Enfin, les enfants sont aussi utilisés dans des activités plus directement condamnables, comme l'esclavage, l'exploitation sexuelle ou les activités illicites telles que le vol, le crime organisé, etc.



En Europe, une histoire ancienne ?

Au XIX^{ème} siècle, l'emploi de la main d'œuvre flexible, docile et à faible coup qu'offraient les enfants a accompagné la révolution industrielle dans le secteur minier et textile en Europe. Aujourd'hui, le travail des enfants est toutefois loin d'avoir disparu de notre continent ! Des enfants sont fréquemment victimes d'exploitation dans l'agriculture, des petits ateliers industriels, le travail domestique et la prostitution enfantine. De la Roumanie à la Grande-Bretagne, aucun pays n'est épargné !

Source : BIT - Manuel à l'usage des étudiants.

En réalité, le travail des enfants n'est pas tant lié au degré de développement des pays qu'au niveau de revenu et de protection de ses habitants. Il constitue d'ailleurs un bon indicateur du degré de fragilité des individus, même lorsque les économies nationales se portent bien ! Les groupes sociaux contraints de faire travailler leurs enfants sont en effet **les exclus permanents de la prospérité**. Ils cumulent pauvreté, endettement, illettrisme, absence de protection sociale et sont bien souvent directement l'objet d'exclusion sociale (minorité indigènes, roms, ...).

Dès lors, devant les multiples facettes du travail des enfants et ses différents impacts, une approche nuancée s'impose. Sans tomber dans un relativisme culturel absolu, il faut tenter de comprendre l'importance que revêt le travail aux yeux de l'enfant et à ceux de sa famille. Car chacun est influencé par l'environnement historique, socioéconomique et culturel dans lequel il évolue, et il en va de même pour les enfants travailleurs.

En rejetant d'un bloc toute forme de travail des enfants, nous prenons le risque de renforcer l'exclusion d'une population déjà fortement marginalisée.

Le travail des enfants

L'expression « travail des enfants » désigne un travail qui est mentalement, psychiquement, socialement et moralement dangereux pour les enfants et qui les prive de l'opportunité de suivre une scolarité. Deux conventions pour la protection de l'enfance ont été adoptées par l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Il s'agit des conventions 138 et 182, qui portent respectivement sur l'âge minimum d'admission à l'emploi et sur l'interdiction des pires formes de travail des enfants.

Selon l'article 3 de la convention 138, l'expression des pires formes du travail des enfants comprend :

- Toutes les formes d'esclavage ou pratiques analogues, telles que la vente et la traite des enfants, la servitude pour dettes et le servage ainsi que le travail forcé et obligatoire, y compris le recrutement forcé ou obligatoire des enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés.
- Les travaux qui, par leur nature ou les conditions dans lesquelles ils s'exercent, sont susceptibles de nuire à la santé, la sécurité et la moralité de l'enfant.



TRAVAIL DES ENFANTS : UN DROIT ?

Pour distinguer les différentes formes de travail des enfants, une précision linguistique s'impose ! En anglais, deux vocables qualifient le « travail » : *child labour* qui renvoie aux formes nuisibles et intolérables du travail des enfants, et *child work* qui désigne des formes de travail non nuisible pour l'enfant.

En réalité, les grands textes internationaux font implicitement référence à la notion de *child labour* lorsqu'ils traitent du travail des enfants.

Ainsi, si ces textes n'interdisent pas explicitement le travail des enfants, ils condamnent l'exploitation économique de ceux-ci, le manque d'accès aux soins de santé ou à l'éducation et les atteintes à leur développement physique, mental, spirituel, moral ou social³.

Et, bien qu'ils s'expriment dans un vocabulaire parfois très différent, tous les acteurs actifs autour de la question du travail des enfants, sont unanimes pour condamner le *child labor*.

Au-delà de ce consensus, la question du travail des enfants divise. D'un côté, se retrouvent les partisans d'une posture **abolitionniste**. Ils considèrent que l'enfant travailleur est une victime qui doit être protégée. Ce postulat les amène à considérer que protéger l'enfant au travail, c'est surtout le protéger du travail. Pragmatiquement, ils visent l'abolition progressive du travail des enfants en ciblant prioritairement les groupes qu'ils considèrent comme les plus vulnérables et en s'attaquant en priorité aux pires formes de travail.

De l'autre côté, se retrouvent les tenants d'une posture **régulationniste** qui militent pour une reconnaissance et une défense de l'enfant comme acteur économique à part entière. Ils prennent au mot l'article 3 de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant qui précise que « *Dans toutes les décisions qui concernent les enfants [...] l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale* » et défend l'idée que l'enfant a le droit de délibérément faire le choix de travailler. Ils militent donc pour un encadrement approprié du travail des enfants.

Au sein de ce dernier groupe, des divergences existent. Les uns soutiennent que le droit au travail doit être reconnu aux enfants **dans certaines circonstances**, parce que dans de nombreux pays, le travail est une condition nécessaire pour la survie et le développement de l'enfant. Les autres défendent quant à eux la thèse que ce droit doit être reconnu de manière **permanente** car le travail fait intégralement partie du processus d'apprentissage, de développement et de socialisation de l'enfant. Dans bien des cultures en effet, le travail fait intégralement partie des valeurs des groupes sociaux dans lesquels grandit l'enfant⁴.

1. Sur la conception juridique de la notion « travail des enfants » : DEI 2008

2. Kinderen en waardig werk, Rondetafelgesprek, 4 december 2008
Débat entre T. Tamabaké et K. Lieten



© ILRF

Les pires formes de travail Expérience dans le secteur du cacao

Daniel est un enfant-esclave ramené du Burkina Faso pour travailler dans la plantation de cacao de Viktor Kabore, en Côte d'Ivoire. Il a 15 ans et cela fait cinq ans qu'il n'a plus revu ses parents qui lui manquent terriblement, surtout après une journée de travail difficile. Comme tous les enfants qui travaillent pour Viktor, il doit manier des machettes lourdes et aiguisées pour ouvrir des cabosses, en extraire la pulpe et les fèves de cacao. Il doit ensuite porter les fruits de la récolte dans des sacs très lourds et ce de l'aube jusqu'au coucher du soleil. Inévitablement, il ne peut se rendre à l'école. Et son salaire se limite à un maigre repas qui lui permet de subsister.

Source : « Merci pour le chocolat », Emission A Bon Entendeur - Télévision Suisse TSR

QUAND LES ENFANTS S'EXPRIMENT...

Avec l'adoption en 1989 de la Convention Internationale des Droits de l'Enfant, l'idée que l'enfant est un sujet de droit à part entière est enfin consacrée. Il dispose alors d'un statut qui lui donne un droit de regard et de participation au processus de décision concernant les mesures prises à son égard⁵. Cette disposition renforce les organisations d'enfants et de jeunes travailleurs dans leur exigence à être entendues au sein des organisations internationales qui traitent du travail des enfants.

La plupart de ces organisations sont apparues dans le courant des années 80⁶ en Afrique, en Amérique Latine et en Asie. Aujourd'hui, elles représentent plusieurs dizaines de milliers d'enfants à travers le monde. Ces organisations rejettent l'interdiction totale et indiscriminée du travail, considérant que certaines de ses formes peuvent être directement bénéfiques aux droits de l'enfant. Tounkara Tambaké⁶, ancien enfant travailleur du MAEJT exprime cela en ces termes : « Une interdiction générale du travail des enfants peut mettre en danger la réalisation de [leurs] différents droits. Les gens qui disent que le travail empêche les enfants d'aller à l'école abordent mal le problème.

5. Ce droit est implicitement accordé par l'article 12 (liberté d'expression) et 12 (liberté d'association)

6. Propos restructurés à partir de Kinderen en waardig werk (op.cit.) et obtenus par correspondance le 02/07/10

Les 12 droits du Mouvement Africain des Enfants et Jeunes Travailleurs

1. Droit à une formation pour apprendre un métier
2. Droit à rester au village (à ne pas «s'exoder»)*
3. Droit à exercer nos activités en sécurité
4. Droit à un travail léger et limité
5. Droit à des repos maladies
6. Droit à être respectés
7. Droit à être écoutés
8. Droit à des soins de santé
9. Droit à apprendre à lire et à écrire
10. Droit à s'amuser, à jouer
11. Droit à s'exprimer et à s'organiser
12. Droit à un recours à une justice équitable, en cas de problèmes

Pour en savoir plus, voir <http://www.maejt.org/> @

C'est justement en travaillant et en gagnant de l'argent que j'ai pu payer ma scolarité. [Et] les revenus, générés par les enfants, peuvent [aussi] être nécessaires à leur survie et à leur subsistance. [Par ailleurs], interdire le travail des enfants peut entraîner une augmentation du travail illégal, de sorte qu'on n'ait plus aucune emprise à ce niveau».

En outre, comme le souligne encore Tounkara Tambaké, « L'exploitation est un crime, [mais] le travail est quelque chose de positif, il donne aux enfants les possibilités de s'épanouir et de s'armer pour une vie souvent difficile dans le Sud. [En outre], il fait partie de la culture africaine. En Afrique, un enfant ne s'approche pas de son papa qui ne gagne même pas un dollar par jour pour lui demander un baladeur, il l'achète lui-même ! ». Les organisations des enfants travailleurs militent donc davantage pour que soient reconnus toute une série de droits spécifiques aux enfants travailleurs, dont notamment le droit de pouvoir travailler. Ce qui importe, c'est la construction d'un cadre approprié pour que le travail des enfants puisse leur permettre de véritablement grandir et s'épanouir. Pour Aurélie Leroy⁷, qui a écrit une étude fort intéressante sur le sujet, le mouvement d'enfants travailleurs, même s'il reste encore aujourd'hui plutôt marginal, a acquis le soutien d'acteurs très différents, « experts », chercheurs en sciences sociales, ONG, syndicats locaux, réseaux associatifs... Ce mouvement contribue sans aucun doute à alimenter une réflexion essentielle sur notre manière de percevoir le travail des enfants.



Corentin DAYEZ
Service politique

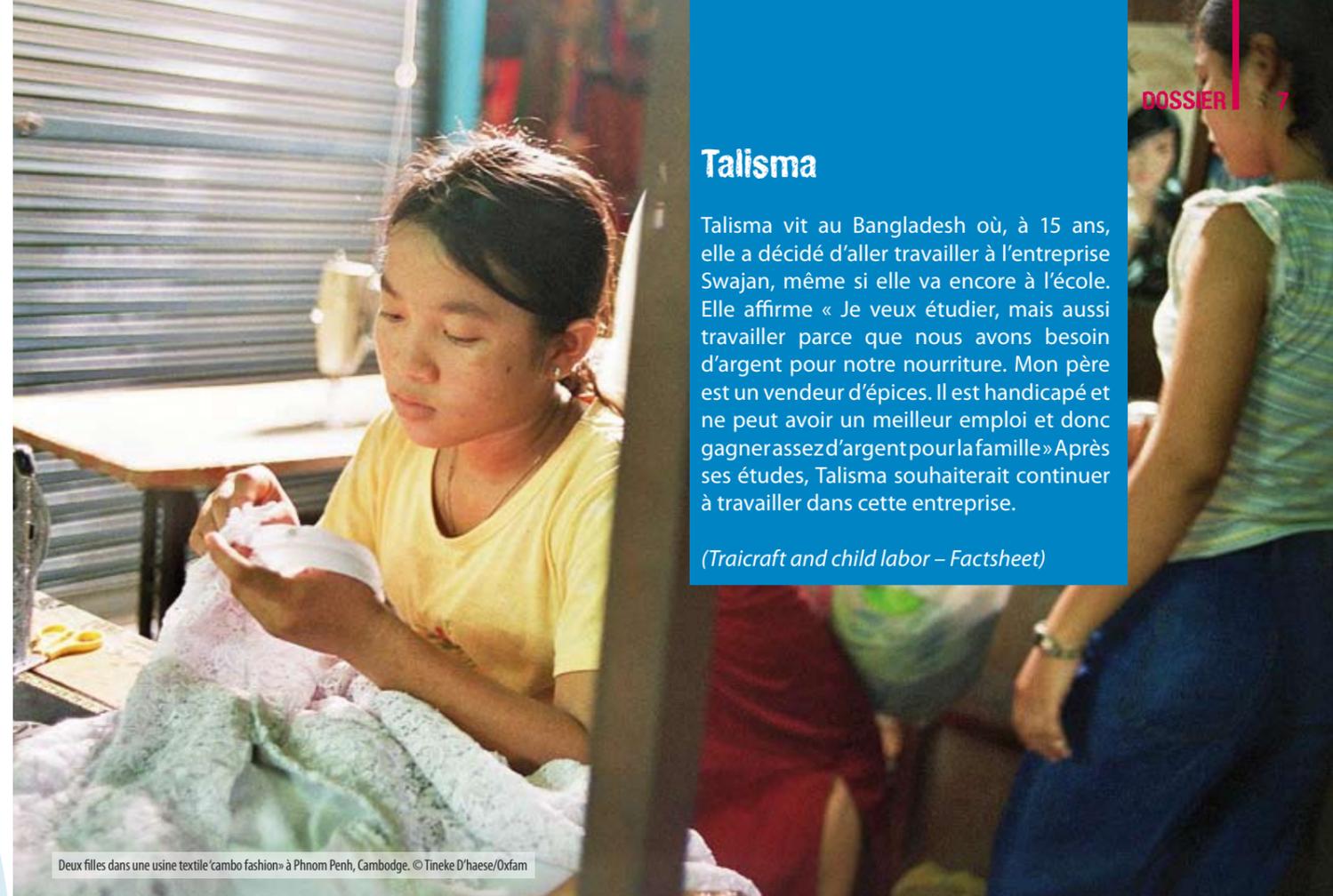
@ Pour en savoir plus : Cet article est inspiré d'une analyse que vous pouvez retrouver sur <http://www.omdm.be/ressources/index.html>

7. Aurélie Leroy, « Contre le travail des enfants ? Prédéterminés à débattre », in Contre le travail des enfants ?, Alternative Sud, Vol.XVI-2009/1, CETRI, 2009

Talisma

Talisma vit au Bangladesh où, à 15 ans, elle a décidé d'aller travailler à l'entreprise Swajan, même si elle va encore à l'école. Elle affirme « Je veux étudier, mais aussi travailler parce que nous avons besoin d'argent pour notre nourriture. Mon père est un vendeur d'épices. Il est handicapé et ne peut avoir un meilleur emploi et donc gagner assez d'argent pour la famille » Après ses études, Talisma souhaiterait continuer à travailler dans cette entreprise.

(Traicraft and child labor – Factsheet)



Deux filles dans une usine textile 'rambo fashion' à Phnom Penh, Cambodge. © Tineke D'haese/Oxfam

LE COMMERCE ÉQUITABLE ACCRO AUX DROITS DES ENFANTS !

Face au travail des enfants, le dialogue et le respect s'imposent entre les organisations du commerce équitable et leurs partenaires. Dans un environnement historique, socio-économique et culturel différent, le travail des enfants, en effet, est souvent perçu comme un excellent moyen pour les sortir de la précarité et de l'exclusion. Rien d'étonnant donc à ce que certains de nos produits soient le fruit du travail des enfants.

portent directement préjudice au développement de l'enfant. En Afrique de l'Ouest, particulièrement dans le secteur du cacao où ces pratiques sévissent de manière extrêmement préoccupante, ces partenaires redoublent d'efforts pour combattre les principales causes du problème : l'extrême pauvreté, des opportunités économiques inexistantes et le manque d'éducation.

Tout est par contre mis en œuvre pour aider nos partenaires à lutter de manière efficace et durable contre les pires formes de travail qui



© ILRF



MONS ÉQUITABLE

CHANGER SA COMMUNE POUR CHANGER LE MONDE



Agir au niveau local et amener sa commune à agir sur le long terme pour le commerce équitable... Un collectif de citoyens montois l'a fait.

Créé au sein de la dynamique locale de la campagne « Ça passe par ma commune », le collectif « Mons équitable » a fait bouger la ville en matière de commerce équitable, solidaire et durable. Car contrairement à certaines idées reçues, les résultats ne dépendent pas toujours du nombre des volontaires engagés. Cinq citoyens motivés sont ainsi parvenus à influencer durablement une ville de près de 100.000 habitants.

Mobilisation générale

Dans le cas de « Mons équitable », tout l'intérêt résidait dans la capacité à rassembler les forces vives existantes pour atteindre des objectifs communs. Car nos cinq citoyens n'ont pas agi seuls. L'action pour le commerce équitable a en effet été soutenue par les autres groupes locaux liés à la dynamique « Ça passe par ma commune ». Dans cet esprit, les membres des Groupes d'Achats Communs (GAC) ou du Système d'échange local sur Mons (MonsSel)... pour ne citer qu'eux, ont activement contribué à renforcer la place du commerce équitable à Mons.

Coup de projecteur

Les activités pour le commerce équitable à Mons sont diverses. Certaines sont organisées sur une base ponctuelle, comme celles qui s'intègrent à la « Dizaine Equitable » qui a lieu chaque année en octobre. D'autres visent une

certaine pérennité. Ainsi, par leur participation à l'initiative du « Commerce Equitable du mois », des établissements commerciaux mettent en évidence, durant un mois et à tour de rôle, les produits du commerce équitable. Ces établissements bénéficient en retour d'un coup de projecteur de la part de « Mons équitable ».

La Ville dans le coup

La Ville de Mons n'est pas non plus restée inactives. Ainsi, l'envoi à 700 commerçants d'un courrier les encourageant à faire le choix du commerce équitable illustre bien la manière dont l'action publique peut soutenir une initiative citoyenne. La Ville de Mons est d'ailleurs très bien placée pour être l'une des premières communes wallonnes à recevoir le titre de « Commune du commerce équitable », dans le cadre d'une campagne internationale présente dans 18 pays.

C'est sûr: l'expérience menée à Mons peut être répétée ailleurs.

François Graas
Service Politique



Pour en savoir plus et suivre l'actualité de Mons équitable:
<http://mons-equitable.be>

Pour en savoir plus sur la campagne Ça passe par ma commune:
<http://www.caspasseparmacommune.be>



La filière du cacao, une question de goût



Qu'il soit au lait, noir, fourré, ou encore praliné, le chocolat ne laisse pas notre palais indifférent. Mais lorsque l'on croque une barre de chocolat, se pose-t-on la question de savoir d'où elle vient et comment elle a été fabriquée ? Focus sur une filière qui laisse parfois un goût amer.

Le cacao est la 3^{ème} denrée alimentaire la plus vendue dans le monde, après le sucre et le café.



Cette **pauvreté** engendrée chez les producteurs n'est pas sans conséquences. L'une d'elles : le **travail de milliers d'enfants** âgés entre 5 et 17 ans dans les plantations de cacao. N'ayant pas la possibilité de payer le travail d'un adulte ou d'envoyer leurs enfants à l'école, les producteurs n'ont souvent pas d'autre choix que d'avoir recours à cette main d'œuvre enfantine.

Dans le secteur du cacao en Afrique de l'Ouest, 100.000 enfants travaillent dans les pires conditions, allant parfois jusqu'à l'esclavage.

10.000 d'entre eux ont fait l'objet d'un trafic d'êtres humains.

Le marché du chocolat est dominé par seulement 8 entreprises (Barry Callebaut, Cargill, ADM, Mars, Nestlé, Hershey, Kraft-Cadbury, Ferrero). Vu leur faible nombre, elles ont une influence déterminante sur le marché, notamment pour fixer le prix du cacao payé au producteur. Ces **multinationales** font pression pour payer le prix le plus bas, laissant souvent les producteurs démunis dans des situations extrêmement précaires. On peut comparer le marché du chocolat à un **sablier**, dans lequel un goulot d'étranglement concentre quelques acteurs qui abusent de leur pouvoir dans l'achat et la vente de leur produit.

Les ventes mondiales de chocolat sont évaluées à 60 milliards de dollars par an. Pourtant, les exportations de cacao ne rapportent que 2 milliards aux pays producteurs.

Face à une telle situation, des organisations de commerce équitable et leurs partenaires résistent et s'attaquent à la cause du problème : l'extrême pauvreté qui touche une grande partie des producteurs de cacao. C'est dans ce cadre qu'Oxfam-Magasins du monde lance sa campagne « **L'esclavage des enfants, c'est dégoûtant !** ».

La filière du cacao, une question de goût. Mais aussi de justice pour des milliers d'enfants qui travaillent dans ce secteur...



En savoir plus sur la campagne : www.chocolatequitable.be

La filière du cacao, une question de goût

DÉPART

1

Côte d'Ivoire Ghana
70% du cacao est produit en Afrique de l'ouest

2

La culture du cacao est avant tout une activité familiale, regroupant des millions de petites exploitations

3

Le travail dans les plantations est lourd, difficile
Kassi, producteur en Côte d'Ivoire

4

Entretien des plants de cacaoyers

5

Récolte des cabosses deux fois par an

6

Ouverture des cabosses à l'aide de machettes



7

Fermentation des fèves dans des feuilles de bananiers

8

Séchage des fèves au soleil

9

Tri des fèves et mise en sac de jute

10

Travail des enfants, souvent dans des conditions inacceptables

Filière traditionnelle

Filière équitable

11

Vente des fèves à quelques multinationales qui exercent une pression pour obtenir le prix le plus bas

MIAAMI

Choisir le chocolat équitable, c'est permettre au producteur d'être payé dignement et éviter qu'il n'ait recours au travail des enfants

90% de la production de cacao est consommée dans les pays du Nord de la planète

13

10

École

Avec notre coopérative, nous menons des campagnes de lutte contre l'esclavage des enfants

Désiré, coopérative Kavokivi, Côte d'Ivoire

1

Vente des fèves à prix juste, ce qui permet au producteur de vivre dignement

12

Transformation du cacao dans des chocolateries

12

Transformation du cacao dans des chocolateries

13

En moyenne, un belge consomme 8kg de chocolat par an!

BEUUURK!

Une grande part de ce chocolat vendu dans les rayons des magasins est le fruit de l'exploitation de milliers d'enfants

Le travail des enfants en question

La campagne d'Oxfam-Magasins du monde dénonce «l'esclavage des enfants». Pourtant, il n'est pas rare que des enfants donnent des coups de mains à leurs parents dans les plantations de cacao, au moment de la récolte par exemple, sans pour autant souffrir de mauvais traitements. Quelle différence alors entre *l'esclavage* et *le travail* des enfants ?

L'Organisation Internationale du Travail (OIT) a adopté deux conventions (138 et 182) qui donnent un cadre au travail des enfants. L'une fixe un âge minimum pour travailler et l'autre interdit les pires formes de travail des enfants.

Le travail des enfants

Il s'agit d'une **tradition**, surtout dans les plantations familiales en Afrique de l'Ouest.

Cette aide familiale permet aux enfants d'apprendre les bases de leur futur métier.

Le travail des enfants permet de soutenir sa famille financièrement.



TRAVAIL DES ENFANTS

L'aide apportée aux parents signifie ici que les enfants aient encore accès à l'éducation et aux loisirs.

Il s'agit aussi d'une étape importante de reconnaissance sociale dans la vie d'un enfant.

Les pires formes de travail des enfants

On considère que **100.000** enfants travaillent dans des conditions inacceptables, dans le secteur du cacao en Afrique de l'Ouest.

Travail dangereux, avec des machettes

Lourdes charges à porter, jusqu'à 60 kg

Jusqu'à 12 heures par jour

Utilisation de pesticides sans protection

Pas d'accès à la scolarité

Le travail se fait dans des conditions susceptibles de nuire à la santé, à la sécurité et la moralité de l'enfant.

PIRES FORMES DE TRAVAIL DES ENFANTS



Les enfants travaillent contre leur gré et sont privés de liberté ; ils sont victimes d'esclavage.

Certains enfants sont enlevés et échangés contre de l'argent ; ils sont victimes de la traite d'êtres humains.

Conception et rédaction Géraldine Dohet- Service Education



Damien, globe-traiteur durable

Cuisinier inspiré, Damien Poncelet veille depuis quelques années à la destinée de Végé-table, un atelier-traiteur pas comme les autres. Reportage.



Si derrière la gare de Namur, les bras tatoués du quartier populaire boivent la cannette 50cl à même le trottoir, Damien Poncelet cherche plutôt une terrasse ombragée pour l'interview. Sa barbe poinçonnée de poils blancs trompe sur son âge, car ce baroudeur à la tchatche débridée a à peine 33 ans, mais déjà beaucoup de vies parcourues...

Jugez plutôt : dès ses 17 ans, Damien arpente les routes d'Albanie, de Palestine, du Liban, d'Egypte, de Russie et du Canada. Le temps de créer JAVVA avec des amis (une organisation de volontariat international pour jeunes adultes). Le temps aussi de lancer une école de photo au Caire... Et après dix ans de pérégrinations, cette évidence soudaine : s'il veut (encore) changer de vie, c'est maintenant !

Damien a toujours aimé cuisiner. Il revient au plat (pays) et suit un an de cours intensifs aux fourneaux. Dans la foulée, il ouvre un snack avec des amis, le temps de découvrir qu'il y a un « problème entre ce que je pensais et ce que je servais ».

Une cuisine inspirée

Sa philosophie culinaire ? Elle tient en cinq points : beau, bon, qualitatif, éthique et écologique. Un mélange difficile à concilier ? Une approche pour consommateurs avertis et nantis ? Damien veut prouver le contraire.

Il teste alors ses idées pendant un an et demi dans une pension de familles qui accueille des stagiaires de la Commission européenne. Puis en 2007, il se lance comme traiteur. « Végé-table » voit le jour. Sa cuisine durable allie le local, le saisonnier, l'éthique, l'organique et le gastronomique.

Suivre les saisons

Damien vise l'achat en ligne direct. Il sélectionne les aliments en flux tendu, en fonction de ses événements. Il se colle aux saisons et, face aux sceptiques, s'enthousiasme pour les légumes d'hiver :

« Avec les légumes racines, on a une biodiversité incroyable. Les mois les plus difficiles restent ceux de mai-juin, mois où paradoxalement on travaille le plus. »

Le traiteur vise aussi la création. Excepté quelques classiques comme le curry aux lentilles ou le pilaf au boulgour, il tente sans cesse de nouvelles recettes, ou des formules comme le menu éco-malin ou le buffet tartinable.

Buffet au poids

Son approche originale séduit Oxfam-Magasins du monde qui l'intègre à l'organisation de différents événements et de futurs projets. Avec un ami traiteur, Damien a ainsi nourri et régala 600 membres d'ONG et de syndicats dans un train filant vers le Sommet de Copenhague. Une performance. « Si j'avais su que c'était impossible, je ne l'aurais pas fait. » Avant de se contredire dans la seconde. « Bon, c'était incroyable ! Je le referais demain. Ou après-demain... »

Car demain, Damien Poncelet risque d'être occupé par sa nouvelle actualité : l'ouverture du restaurant Mundo N à Namur, dans ce même quartier populaire derrière la gare. 125 mètres carrés pour 90 couverts. Il va tripler son volume de travail, mais sans trahir sa philosophie. De la cuisine durable : « on paiera le buffet au poids, avec une consommation à mesure de la faim. Cela réduit les déchets de compost et est économe pour chacun ». Le cuisinier revendique ainsi une éducation de l'assiette. « Je reviens sur les liens qui unissent la terre et le consommateur. »

Damien a enfin trouvé une terrasse et le garçon apporte les boissons commandées. Il dépose le tonic de Damien. Ce n'est pas le classique Schweppes jaune.

- Tant mieux, je préfère. Celui-ci contient moins de sucre
- C'est meilleur, hein ? Ben oui, c'est Coca-Cola !, assure le barman

Le travail ne fait que commencer.

Olivier Bailly



CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

FACE À L'INJUSTICE, LES PARTENAIRES D'OXFAM AGISSENT ET S'ENGAGENT

Le conflit israélo-palestinien revient régulièrement à la Une de l'actualité, généralement pour nous rappeler à quel point il semble interminable. Très présent dans la région, Oxfam collabore principalement avec des organisations locales partenaires, qui proposent des alternatives concrètes au conflit actuel et permettent d'envisager des perspectives d'avenir constructives.

Deux organisations partenaires s'expriment dans ce « Regards croisés » : l'organisation israélienne de commerce équitable **Sindyanna of Galilee**, par l'entremise de **Roni Ben Efrat**. Et l'organisation palestinienne **UAWC**, par celles de **Said Janan**, qui témoigne depuis la Cisjordanie et d'**Abu Bashar**, depuis la bande de Gaza.

Des chemins parallèles

Si l'association Sindyanna of Galilee affirme clairement son engagement en faveur des droits du peuple palestinien, elle constitue aussi un exemple rare de coopération entre Juifs et Arabes sur le terrain. En travaillant avec des femmes juives et arabes, Sindyanna dépasse par le discours et la pratique les divisions entre les deux peuples.

UAWC, qui travaille directement avec les paysans palestiniens, vise à renforcer leur position en améliorant leur production et leurs conditions de vie. Grâce aux résultats engendrés, les paysans peuvent continuer à vivre sur leurs terres et ainsi contrecarrer la politique israélienne d'occupation. De manière plus générale, Abu Bashar estime qu'il faut d'urgence créer un climat positif, de manière à établir une relation constructive de coexistence et de compréhension mutuelle entre les habitants de la région.



Vivre le conflit de l'intérieur

Les personnes avec lesquelles Sindyanna et UAWC travaillent directement ont une bonne compréhension du conflit en cours. Roni Ben Efrat note cependant que beaucoup de gens ne savent pas toujours comment réagir. Dans les heures qui

ont suivi l'assaut israélien contre la Flottille de la Liberté le 31 mai dernier, les femmes juives qui participaient à un cours de tissage organisé par Sindyanna dans le village arabe de Kufr Manda se sont retrouvées face à un choix difficile. Si certaines sont parties, par crainte des tensions éventuelles, d'autres sont restées pour exprimer leur désapprobation avec la politique menée par leurs dirigeants.

Quant au travail d'UAWC avec les populations désavantagées, il se heurte très souvent aux obstacles découlant directement de la politique israélienne, particulièrement à Gaza. Pour cette raison, comme l'explique Abu Bashar, il est indispensable de discuter de la situation politique et de ses conséquences sur le travail d'UAWC avec les groupes bénéficiaires.



Cultivateur d'amandes. © Tineke D'haese/Oxfam

Gaza: le paroxysme de l'injustice

Le blocus de la bande de Gaza, qui perdure depuis plus de trois ans, est un sujet de préoccupation majeure pour les deux organisations. Les premières victimes sont évidemment les 1 500 000 Palestiniens vivant dans la bande de Gaza. Said Janan et Abu Bashar rappellent que les Gazaouis sont victimes de toutes les restrictions imposées à la circulation des biens et des personnes de et vers Gaza : « *les fournitures alimentaires et médicales sont maintenues à un niveau minimum, les ressources naturelles sont épuisées, beaucoup de gens sont sans emploi (plus de 80% !). Les paysans peuvent difficilement exporter leur production, dont la plus grande partie est confisquée* ».

Le levier de la solidarité internationale

Depuis des années, le conflit suscite l'émotion, l'indignation et la solidarité au-delà du Moyen-Orient. Mais la mobilisation internationale pour une paix juste peut-elle vraiment avoir un impact ? Pour les deux partenaires d'Oxfam, la réponse est un « oui » sans ambiguïté.

La récente tentative de la « Flottille de la liberté » d'acheminer de l'aide humanitaire à Gaza illustre cette conviction. Ainsi, bien que la Flottille n'ait pas atteint Gaza, l'expression de solidarité internationale qu'elle constituait et le fait qu'elle ait permis de renforcer la pression internationale sur l'État israélien sont évalués très positivement.

Pour Said Janan, la pression internationale est aujourd'hui le seul facteur à même de contraindre l'État israélien à diminuer son emprise sur la vie des Palestiniens. De son côté, Abu Bashar souligne qu'il est vital pour les habitants de Gaza de sentir

que leur juste cause n'est pas oubliée. D'autant que la solidarité internationale est aussi devenue indispensable sur le plan matériel, pour aider les Palestiniens à survivre.

UAWC a intégré de longue date la solidarité internationale dans ses activités, en permettant à des volontaires étrangers d'aider les paysans lors des récoltes ou en participant à des campagnes de boycott des produits issus de l'occupation. Une telle initiative sert avant tout à montrer aux paysans et au peuple palestinien qu'ils ne sont pas seuls.

Sindyanna accueille aussi des visiteurs étrangers, qui peuvent découvrir l'organisation, via son projet de tissage de paniers. Roni Ben Efrat insiste également sur l'importance de « *ne pas jeter le bébé avec l'eau du bain* ». Il est en effet nécessaire de continuer à soutenir les organisations progressistes qui proposent des alternatives et exercent une pression sur les dirigeants, grâce à une action menée au sein même de la société israélienne.

Comme l'illustrent parfaitement UAWC et Sindyanna, la recherche de solutions collectives fait partie des activités quotidiennes de Palestiniens et d'Israéliens qui doivent affronter de multiples obstacles. Ils nous montrent aussi que, pour obtenir une paix juste et durable, l'action locale des organisations progressistes de la région et la solidarité internationale sont des éléments tant complémentaires qu'indispensables.

François Graas
Service Politique



Une femme palestinienne d'UAWC récolte les olives. © Tineke D'haese/Oxfam



PUEBLOS DEL SUR

Aux côtés des artisans chiliens

Partenaire chilien d'Oxfam magasins du monde, la fédération Pueblos del Sur épaulé les artisans chiliens depuis près de 20 ans.

Fin de la période Pinochet, les artisans chiliens ne sont plus payés et souffrent d'une paupérisation galopante. A cette époque, certains se regroupent autour de fédérations pour parer à cette injustice. Créée dans cette dynamique de solidarité en 1991, Pueblos del Sur compte aujourd'hui 1200 membres. Active dans tout le pays, la fédération poursuit un double objectif : procurer de l'emploi aux artisans tout en les aidant à gagner leur autonomie.

Sur le terrain, la fédération vient en aide aux artisans les plus défavorisés comme ceux issus des minorités indiennes, les jeunes en déficit de formation... et les femmes qui représentent 70% de leur public cible.

Structurée de manière démocratique, Pueblos del Sur permet à tous les artisans de participer, via un délégué de leur groupe, aux décisions prises à l'Assemblée Générale Annuelle.

Appui commercial

Avec une équipe administrative de deux personnes basée dans la capitale Santiago, Pueblos del Sur fournit aux artisans un véritable appui commercial. Leur expertise : le développement de produits et de services tant pour la vente locale que l'exportation d'une gamme artisanale dont les produits phares sont les bijoux en verre et cuivre recyclé.

Dans le respect des règles du commerce équitable, Pueblos préfinance les groupes de producteurs à concurrence de 50%. Le prix alloué aux artisans est calculé à la pièce. Et dans cet esprit, ces derniers bénéficient de formations pour calculer leurs coûts et fixer leurs prix.

Sur le plan commercial, Pueblos del Sur se focalise sur le renforcement des capacités de production des artisans. Elle travaille également à la recherche des tendances, couleurs et matières répondant le mieux aux demandes des clients. Dans un souci de respect de l'environnement, Pueblos del Sur crée prioritairement des modèles en matières premières recyclées.

Des avantages sociaux et une action politique

Dans un registre social, Pueblos a signé des conventions avec des médecins et des avocats afin de faciliter l'accès aux soins de santé et permettre aux artisans de faire valoir leurs droits lorsqu'ils sont en jeu.

De manière plus spécifique, la fédération appuie les revendications des communautés mapuches afin de leur permettre de sauvegarder

leurs terres et faire valoir leurs droits en tant que citoyens chiliens.

Si le défi majeur de Pueblos del Sur consiste à offrir des débouchés à un maximum d'artisans, son action permet aussi de ralentir l'exode rural en offrant des débouchés aux jeunes trop souvent tentés par l'attrait de la capitale.

Valérie Vandervecken
Responsable Partenariat Sud

LES FEMMES EN PREMIÈRE LIGNE

Sans pratiquer de discrimination (positive ou négative) à l'égard des femmes dans son action de soutien à la production et la commercialisation des produits, Pueblos del Sur collabore activement avec d'autres organisations nationales. Parmi celles-ci, « Atinina » qui vise particulièrement les femmes maltraitées par leur mari alcoolique et les aide à acquérir une indépendance économique.



SUITE AU SÉISME, LES ARTISANS S'ORGANISENT

En 2010, la quinzaine de groupes d'artisans situés dans le Sud du Chili ont été durement touchés par le séisme de février. Ils ont perdu maisons, ateliers, outils, produits finis et matières premières. Dans l'urgence, Pueblos del Sur s'était mobilisée pour distribuer des vêtements et aliments non-périssables. Depuis, la fédération a affecté un budget de 15.000 dollars américains comme fonds social pour aider les artisans à reconstruire des habitations et ateliers, réparer leurs fours ou racheter des outils et des matières premières. L'aide est remboursée au fonds par les groupes, au fur et à mesure qu'ils bénéficient de commandes, à raison de 5 à 10% du montant. De cette manière, ils reconstituent le fonds qui pourra continuer à aider les autres artisans.



76181 Petite tajine en terre cuite noire diam. 11 cm. 10⁵⁰ €



75307 Tajine en terre cuite noire diam. 30 cm. 45⁰⁰ €



76160 Collier en cuivre bordeaux avec fil d'argent 24⁵⁰ €
76161 Boucles d'oreilles bordeaux avec fil d'argent 15⁰⁰ €



76167 Collier en verre gris et brun 32⁵⁰ €
76168 Boucles d'oreilles en verre assorties 19⁵⁰ €



76162 Boucles d'oreilles en cuivre émaillé 15⁰⁰ €
76163 Collier en cuivre émaillé 24⁵⁰ €



73842 Statue en terre cuite 48⁵⁰ €

Produits fabriqués par notre partenaire chilien « Pueblos del Sur ». En vente dans les Magasins du Monde-Oxfam.
Pour connaître le magasin le plus proche de chez vous : www.omdm.be @

PUEBLOS



Moi je veux bien... mais non!

Rubrique millénaire du jour d'Olivier Bailly

Les Objectifs du Millénaire. Ca vous dit quelque chose ? C'était en l'an 2000. A l'époque, entrer dans un nouveau millénaire dopait le moral. L'ONU avait la niaque ! On allait voir ce qu'on allait voir. Le Sida ? Enfoncé ! L'éducation ? L'eau potable ? Pour tous ! La pauvreté ? Eradiquée ! Hop, et voilà. C'est réglé. Une bonne chose de faite. Next ?

Bon, dix ans plus tard, à deux tiers du chemin, les pontes de l'ONU baissent un peu le ton. Les pronostics se plantent et même Paul le poulpe ne veut pas s'avancer pour la suite... Cela dit, ne comptez pas sur moi pour flinguer ces grandes déclarations solennelles et incantatoires. Le monde a besoin de cap. D'objectifs humanistes, ambitieux et visionnaires. Ceux du millénaire le sont.

Quelques réticences cependant sur l'Objectif n°1 : « réduire de moitié la proportion de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour. »

Je m'interroge : comment organise-t-on une tournée pour demander à 9 milliards d'individus combien ils gagnent par jour ? Dans les pays en développement où l'économie est surtout informelle, le revenu est très fluctuant. Un jour tu bosses, l'autre jour pas. Des prévisions sur un jour, ça ne sert à rien. Des prévisions sur un an, c'est pour les riches. Et à peine les statisticiens ont-ils fait le tour des chaumières qu'ils peuvent recommencer. Bref, ça vaut quoi ce genre de statistiques ?

Ensuite, un dollar par jour, ce n'est pas un objectif. Ne pas avoir le Sida, aller à l'école, boire de l'eau potable, accéder à des soins de santé, je comprends. Ce sont autant d'objectifs qui améliorent les conditions de vie. Mais avoir un dollar en poche ? On ne va quand même pas sortir le paysan de son champ pour décharger des cageots ou travailler à la chaîne pour gagner une misère ? Si ? Ah... Tout le monde sur le chemin de la corvée urbanisée alors. Comme à la grande époque de l'industrialisation... mais ça, c'était un autre millénaire non ?

Et paf ! Vous vous dites que mon intervention est une énième déclinaison de l'argent ne fait pas le bonheur. Non, non, je ne dis pas cela... Moi par exemple, j'aime bien avoir de l'argent. Ça me rassure. Puis cela permet d'avoir accès à des besoins de base (logement, alimentation, etc.). Mais je m'interroge derechef : quand on sait que nos vaches wallonnes reçoivent deux euros par jour de la PAC, « un dollar par jour », ce n'est pas un peu chiche ? Franchement, quitte à rentrer dans la société de consommation autant y aller avec un maximum d'argent... Pourquoi ne mettrions-nous pas la barre à cinquante, cent ou deux cent dollars par jour par humain alors ? Voilà un objectif ! Ou mieux, on laisse le paysan cultiver son champ et en vivre dignement...

Olivier Bailly

Envie de réagir ? Cliquez sur www.omdm.be/declis



2025 : 100% du chocolat est produit de manière équitable.



Un monde parfait !

TOUS AUX PETITS DEJEUNERS



Oxfam

20 & 21
NOVEMBRE '10

www.oxfam.be



LA COOPÉRATION
BELGE AU DÉVELOPPEMENT .be